



## EXTENSION DES VIOLENCES. Y compris vis-à-vis des paysannes et des paysans.

Lancé en octobre 2020 pour que soit mis fin à la complicité internationale dans la crise frappant l'île, l'appel "Stop Silence Haïti" est plus que jamais d'actualité. Car ce pays grand comme la Belgique a été fort oublié à cause de la pandémie de la covid-19 et des élections américaines, alors que près de soixante pour cent de ses douze millions d'habitants connaissent la pauvreté. « *Le temps presse* », s'alarmait ce S.O.S. émanant de quatre-vingts organisations et de trois cents personnalités d'Haïti, d'Europe, du Canada et du Bénin.

### DÉTOURNEMENTS D'AIDES D'URGENCE

"Stop Silence Haïti" rappelle que les Haïtiens combattent l'appauvrissement, la corruption et l'autoritarisme avec pour seules réponses la répression du gouvernement de Jovenel Moïse et l'indifférence, voire l'opposition, de la communauté internationale. Aussi, les conditions de vie des Haïtiens continuent-elles de se détériorer, tandis qu'une élite corrompue a confisqué les institutions et les politiques publiques de santé, d'éducation, etc. La corruption implique la classe politique, dont le président lui-même, et des hommes d'affaires. Elle concerne à la fois de gros détournements d'aides d'urgence après le séisme de 2010 et différents projets de développement, dont plus de quatre milliards de dollars émanant du Venezuela. Ces scandales ont entraîné de nombreuses manifestations de protestation depuis 2018 et ont soulevé un grand nombre d'interrogations à propos de l'utilisation de l'aide internationale, notamment européenne, comme l'a relevé Frédéric Thomas, chercheur au Centre tricontinental (Cetri). Un blocage total du pays a même été organisé pour dénoncer la crise et les mesures illégales prises par le régime.

À cela s'ajoutent les gangs armés liés au pouvoir qui sèment la terreur et la mort sur l'île. Ils jouissent d'une totale impunité dans leurs violations des droits humains et les massacres

qu'ils perpètrent au cœur des quartiers populaires, premières victimes de la crise. Ainsi que dans l'assassinat d'un bâtonnier du barreau de Port-au-Prince, la capitale. Au point que les évêques ont demandé pourquoi le pays était laissé aux mains de bandits et d'assassins, tout en appelant à un sursaut national et général.

### COMPLICES DIRECTS ET INDIRECTS

L'appel d'octobre dernier constatait encore que les conditions ne sont pas réunies pour l'organisation d'élections libres et crédibles. En effet, selon ce document, « *le discrédité président tient grâce au soutien des États-Unis et à la subordination des autres pays et des instances internationales, dont l'Union européenne, qui sont devenus les complices directs et indirects du pouvoir haïtien* ». Il exigeait dès lors que la communauté internationale mène une diplomatie basée sur les revendications des Haïtiens pour mettre fin à cette impunité et assurer une transition. Et refuse d'apporter un soutien économique, politique et moral à une réforme constitutionnelle et à des élections s'apparentant à une mascarade réalisée en toute illégalité.

« *Les informations partagées sur le site de la Coordination Europe-Haïti montrent bien l'aggravation de la situation et l'extension des violences depuis les quartiers populaires urbains jusque dans les campagnes* », souligne Claude Mormont. Le réseau alternatif haïtien d'information Alter Presse a révélé que la grave crise alimentaire, dont les principales causes sont les pertes d'emplois et une diminution de la production vivrière, frappe quarante-deux pour cent de la population du pays. Et elle a encore été renforcée par la crise sanitaire due à la covid-19.

Ce réseau a aussi rapporté que des organisations sociales et paysannes, dont deux partenaires d'Entraide et Fraternité signataires de l'appel, ont dénoncé « *un complot* » du régime

*Pauvreté, corruption, impunité...*

# LES HAÏTIENS SOUFFRENT TOUJOURS PLUS

Jacques BRIARD

Onze ans après le séisme de janvier 2010, la perle des Caraïbes et plus ancienne république noire au monde s'enfonce dans une crise aux multiples dimensions. De nombreuses organisations et personnalités internationales s'en alarment.

politique visant à accaparer les terres paysannes dans le nord du pays au profit d'entreprises transnationales. Des mandataires recouraient à de faux papiers acquis dans des ministères et auprès de magistrats pour déposséder les paysannes et les paysans de terres appartenant à leurs familles depuis cent ans. Tandis que certains ruraux étaient blessés, privés de leurs maisons et de leurs biens ou tués. Des mandats d'arrêt ont même été émis contre ceux qui s'opposaient à ce « vol ». Depuis le lancement du S.O.S. en octobre dernier, ses signataires européens, canadiens et africains ont, par différents moyens, continué à informer au sujet de l'aggravation de la crise contre laquelle luttent leurs partenaires locaux.

## « SUICIDE COLLECTIF »

« Ce qui se joue aujourd'hui, c'est l'avenir économique de notre pays », estime l'économiste Camille Chamers, directeur exécutif de la Plateforme Haïtienne de Plaidoyer pour un Dévelop-

pement Alternatif (PAPDA). La situation catastrophique du pays augmente l'insécurité alimentaire et accroît la migration des campagnes vers les bidonvilles de Port-au-Prince. Avec l'appui de l'UNESCO, l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture, une révolution du système éducatif est exigée, avec une attention particulière à l'égard des filles, du fait des violences sexuelles fréquentes. Et des appels à la grève générale ont été lancés contre la tenue d'élections et la révision de la constitution voulues par le pouvoir.

Concernant les relations de l'île avec les États-Unis, un ancien ambassadeur à Washington a expliqué qu'Haïti était en train de commettre « un suicide collectif » à cause de son incapacité à les repenser, alors qu'un simple tweet de l'ambassade américaine peut déstabiliser le pays. D'ailleurs, lors de la commémoration du séisme de 2010 il y a un an à Bruxelles, « les nombreuses et déjà anciennes interventions américaines, y com-

pris militaires, à Haïti, quel que soit le locataire de la Maison Blanche » avaient été dénoncées. Et « Stop Silence Haïti » a réclamé que la communauté internationale mène une diplomatie basée sur « la souveraineté des Haïtiennes et des Haïtiens qui ose se démarquer et s'opposer à toute ingérence, dont celle constante des États-Unis ». L'analyste Frédéric Thomas estime qu'« à deux heures de vol de Miami, Haïti constituera un premier test pour Joe Biden ». ■

« Stop Silence Haïti » a notamment été lancé par deux des partenaires locaux de l'ONG Entraide et Fraternité (la Plateforme Haïtienne de Plaidoyer pour un Développement Alternatif (PAPDA) et le mouvement rural Tet Kole Peyisan Avisyen), ainsi que par la Commission Justice et Paix de l'Église catholique et la Coordination Europe Haïti, dont le nouveau coordinateur bénévole est Claude Mormont, ancien responsable d'Entraide et Fraternité-Action Vivre Ensemble.

Coordination Europe-Haïti  
[www.coch.eu](http://www.coch.eu)  
 Alter Presse  
[www.alterpresse.org](http://www.alterpresse.org)

## INDICES

### RÉDUIT.

Le nombre de prêtres est en légère diminution depuis cinq ans dans le monde. À côté de fortes augmentations en Afrique (+ 14,3%) et en Asie (+11%), il est en statu quo en Amérique (Nord et Sud confondus) et une baisse en Océanie (-1,1%) et surtout en Europe (-7%).

### REJETÉ.

Estimant que le sujet mérite une « profonde réflexion, aussi bien scientifique qu'éthique », plusieurs évêques du Cameroun s'opposent à la vaccination des jeunes filles de 9 à 13 ans contre le cancer du col de l'utérus. Une prophylaxie promue par le gouvernement et l'Ordre des médecins. Certains religieux musulmans y sont aussi opposés. Or ce cancer menace 40% des femmes de ce pays.



### CONTAMINÉS.

L'Église orthodoxe grecque est accusée de contribuer à propager la covid-19 en maintenant des célébrations, alors que celles-ci sont interdites, et en n'y faisant respecter aucun geste barrière.

### MOBILISÉS.

En Suisse, grâce à de multiples mobilisations, dont celle de l'Église, la votation pour le respect des droits humains par les multinationales a recueilli le 27 novembre dernier 50,7 % de oui. Mais pas la majorité requise des cantons.